Politique étrangère

Pour la paix en Palestine

Robert Montagne

Citer ce document / Cite this document :

Montagne Robert. Pour la paix en Palestine. In: Politique étrangère, n°4 - 1938 - 3eannée. pp. 384-411;

doi : https://doi.org/10.3406/polit.1938.5678

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1938_num_3_4_5678

Fichier pdf généré le 11/04/2018

POUR LA PAIX EN PALESTINE

De tous les lieux du monde, Jérusalem est sans doute celui qui parle le mieux au cœur et à l'intelligence de l'homme. Nulle part ailleurs l'esprit ne s'élève plus aisément au-dessus de l'agitation stérile des sectes, de la rivalité des religions et du conflit des nations pour participer à une sagesse dédaigneuse des modes éphémères de la pensée.

C'est qu'il suffit en effet de se placer devant le spectacle de la ville sainte pour embrasser un immense paysage d'histoire. Et dans ce cadre qu'environnent des millénaires, les luttes dans lesquelles s'épuise chaque jour notre civilisation reprennent leur échelle minuscule. Comme du sommet d'une haute montagne d'où l'on apercevrait la source de trois grands fleuves, nous évoquons, en effet, ici, tout à la fois l'histoire d'Israël en Judée, son exil et sa dispersion parmi les nations de l'univers, le triomphe du Christianisme sur les ruines de Rome, et enfin l'expansion puissante de l'Islam sorti à son tour de ce sol d'Arabie pour conquérir l'Afrique et l'Asie. Tous ces grands événements qui ont déterminé la marche de notre civilisation ont eu leur origine sur cette terre où est né le culte du Dieu unique.

Il est cependant une contradiction qui nous étonne. L'âme qui veut se recueillir à Jérusalem domine tout naturellement à la fois l'histoire et la philosophie du vieux monde, et s'élève à considérer l'humanité selon des principes éternels. Comment expliquer alors que la Palestine soit devenue depuis vingt ans une sorte de champ de bataille où se heurtent sans merci deux nationalismes hostiles, celui des Juifs et celui des Arabes? Comment ne parvient-on pas à réprimer ces troubles marqués depuis deux ans par des attentats journaliers? Il semble qu'une méditation plus attentive devant les spectacles à la fois tragiques et émouvants qui nous sont offerts en « terre sainte » pourrait nous aider à découvrir la solution équitable des conflits présents. Peut-on concilier en Palestine les aspirations les plus élevées et les intérêts essentiels des deux peuples que le destin de l'histoire met aux prises sur le sol consacré par les trois grandes religions de l'humanité? Ou bien l'Europe chrétienne, qui détient encore sur cette terre la puissance, restera-t-elle incapable de faire face à des événements qui, peut-être demain, précipiteront son propre destin? C'est à cette double question que cette étude voudrait répondre.

Persée BY: creative commons

La nouvelle Jérusalem en 1936

Je fus témoin, en avril 1936, du début des troubles de Jérusalem qui, depuis cette date, n'ont plus cessé d'ensanglanter le pays. Dans un même cortège, Arabes chrétiens et musulmans confondus clamaient inlassablement en scandant leurs mots, comme le font les foules orientales en révolte, leur volonté de voir arrêter l'émigration en Palestine des Juifs d'Europe chassés par Hitler. J'avais hâte, en sortant de la ville, de retrouver l'atmosphère de sérénité qui enveloppait naguère les Lieux Saints. Il suffisait pour cela de franchir les remparts et de gravir la montagne des Oliviers, d'où Jésus pleura sur « la ville qui tue les Prophètes ». A peine franchi le torrent du Cédron pour arriver au couvent russe de Gethsémani, le bruit de la cité devenait imperceptible. On retrouvait, en jetant les yeux sur la ville, l'émouvant décor si chargé de souvenirs qui semblait avoir atteint au siècle dernier sa forme définitive, lorsque l'Islam et la chrétienté étaient parvenus, après un long combat, à fixer leurs positions respectives.

La mosquée de la Sokhra, construite depuis onze siècles au milieu de l'ancien parvis du Temple, affirme la prise de possession par l'Islam du rocher d'Abraham que Mahomet, mystérieusement ravi, monté sur Boraq, a visité pendant la nuit de l'Isra. Tel était le sanctuaire avant les Croisades, tel il est aujourd'hui. A peine le réformisme musulman de notre temps, plus préoccupé de politique que de méditation et de science, jette-t-il au bord de l'immense place dallée l'ombre courte du collège secondaire, élevé par le Grand Muphti. Au delà de l'esplanade s'élèvent les tours des églises de toutes les sectes et de toutes les nations, dont les cloches sonnent à leur tour, comme pour affirmer l'une après l'autre les droits précis qu'elles ont acquis sur quelque portion définie des sanctuaires. C'est l'heure à laquelle, le samedi, les vieux Juifs pieux, en caftan et chapeau de feutre, se rassemblent pour pleurer, comme le veut la tradition, entre les jointures des pierres du rempart sacré. Un seul changement apparent : la présence d'ouvriers juifs en visite qu'animent des sentiments mélangés de curiosité et d'orgueil, cachés derrière un masque fanfaron d'impiété.

Au premier abord, presque rien n'a donc changé dans l'équilibre des forces. Un pèlerin ignorant des troubles de l'Orient d'aujourd'hui se demanderait sans doute ce que signifie l'étrange spectacle des manifestants arabes, chrétiens et musulmans rencontrés dans la rue, à la sortie d'une mosquée, où ils ont tenu ensemble des discours enflammés. Mais notre spectateur mal informé, pour mieux comprendre le sens des cris du cortège et le motif des coups de feu de l'émeute entendus dans la ville basse, n'a qu'à gravir

avec nous les pentes, jusqu'au Rocher de l'Ascension, et à embrasser dans tout son développement l'aspect de la Jérusalem nouvelle. De ce sommet élevé, tout s'éclaire en effet.

Dans la brume ensoleillée brille, au fond de la vertigineuse cuvette de la Mer Morte, la tache blanche des sels de potasse exploités par un concessionnaire juif; puis les sommets des collines pierreuses de la Judée apparaissent à l'horizon, couronnés par des plantations obstinées d'arbres fruitiers, créées depuis peu par des *Haloutzim*, qu'aucun effort ne rebute. L'immense quartier juif s'avance comme une armée puissante venue de l'Ouest et semble marcher en pointe vers la porte de Jaffa. Enfin, au milieu des pins, sur le sommet du Mont Scopus, repose la silhouette massive, recueillie, énigmatique aussi de l'Université Hébraïque, avec ses dix Instituts, son immense bibliothèque, son théâtre en plein air. Mystérieux laboratoire où s'élabore, loin des persécutions, une nouvelle conscience juive, qui, plus que jamais, aspire à être universelle.

Déjà, dans le nouveau municipe de Jérusalem, les Juifs ont acquis, depuis quelques années, une imposante majorité numérique. A la faveur des troubles, nous savons qu'ils luttent aujourd'hui pour obtenir, en fait, la direction des affaires publiques de la Cité. Dans les quartiers modernes, ils ouvrent chaque jour de nouveaux magasins, toujours plus luxueux et mieux approvisionnés de tout ce que l'Occident invente et fabrique. Dans tout le pays, plus de 400.000 sionistes travaillent sans trêve à conquérir la terre, équiper des usines, imprimer en hébreu moderne les informations de presse, les chefs-d'œuvre de la littérature, et les travaux des savants juifs. Tel-Aviv a désormais son port; une flotte de commerce se crée. En un mot, un État juif se fonde.

La parole de Jehovah entendue par Isaïe retentit à nouveau, du fond des âges, aux oreilles de tout un peuple :

> « Ne crains point, car je suis avec toi!
> Je ramènerai de l'Orient ta postérité
> Et je te rassemblerai de l'Occident.
> Je dirai au Septentrion : « Donne-les »
> Et au Midi : « Ne les retiens pas! »
> *Ramène mes fils des pays lointains*
> *Et mes filles de l'extrémité de la terre.* »

La terre de Palestine, il est vrai, est bien petite pour ce peuple immense, rassemblé après vingt siècles d'exil et d'aventures et l'on peut craindre qu'elle n'arrive pas à nourrir ses nouveaux fils. Mais il est d'autres ressources que celles du sol. De cette province qui vivait, jusqu'à ces dernières années,

ensommeillée dans ses rêves du passé, partent en effet, en éventail, les grandes routes du commerce du monde vers l'Égypte, l'Arabie et les Indes. Une magnifique expansion économique, industrielle et commerciale est promise à l'État juif, annoncée il y a quarante ans par le Prophète Herzl. Devant ces promesses, toute la Diaspora malheureuse frémit d'espoir et d'enthousiasme.

Chaque jour, de chaque bateau qui aborde à Jaffa ou Haïffa, débarquent par centaines jeunes gens et jeunes filles venus des ghettos de l'Europe Centrale et Orientale. Leurs regards sont encore aujourd'hui fuyants et traqués, mais demain leurs yeux se fixeront droit dans les vôtres. Vous verrez dans les rues de Tel-Aviv de jeunes femmes aux corps sains et fermes, également aptes au travail, à la joie et à la maternité. Des hommes aux épaules larges demanderont à constituer une armée nationale, capable de défendre les terres conquises par l'argent et le travail. Les immigrants ont des espoirs plus vastes encore et leur rêve n'est pas seulement de planter les jardins d'orangers — les *pardès* ou « paradis » — de la plaine de Saron. Ils savent encore qu'ils forment le peuple élu. Leur religion se transforme peu à peu dans les cœurs et anime un patriotisme nouveau. C'est Israël lui-même qui est le Messie annoncé par les Écritures. Il établira en Palestine tout d'abord le règne de la Justice, réalisera *ici-bas* par ses œuvres le prodige du règne de Dieu et enseignera toutes les nations.

Malheureusement pour lui, le peuple juif n'est pas seul sur la terre de ses ancêtres. Les Arabes, musulmans ou chrétiens, vivent sur ce sol depuis quinze ou vingt siècles. Bien qu'ils soient confinés dans une existence rurale attardée ou dans une vie citadine médiocre, ces « occupants » arabes, au nombre d'un million, méprisent les richesses que va leur apporter la colonisation et les rejettent avec un entêtement jugé inexplicable. Aux anticipations des visionnaires sionistes sur la « Nouvelle vieille Terre », ils opposent de leur côté un rêve qui n'emprunte rien à l'Islam traditionnel. Eux aussi clament leur foi dans une communauté nationale qu'ils désignent sous le nom, étrange à nos oreilles, de « Nation Arabe ». Hier encore notre voyageur de passage à Jérusalem aurait pu se faire traduire, dans le journal *El Liwa* qu'imprime le Grand Mufti de Jérusalem, une comparaison de l'arabisme et du germanisme. Demain, nous affirme-t-on, tous les peuples de la péninsule, aujourd'hui divisés en tribus, provinces, royaumes, partis, religions, comme l'Allemagne en 1850, se rassembleront pour constituer un immense empire. Ses citoyens n'attendent pour s'unir que la parole impérieuse d'un grand homme qui serait le « Bismarck de l'Unité arabe ».

De même que nous avons vu le judaïsme traditionnel enfanter dans l'esprit des citoyens de la nouvelle Sion un sentiment patriotique, de même toutes les forces de l'Islam, naguère décadent, semblent, par une sorte de

transmutation, engendrer l'arabisme. Elles s'accordent en même temps avec les aspirations des Chrétiens orientaux, unis aujourd'hui à leurs frères musulmans par la solidarité de la langue, de la culture et des intérêts.

Nous n'avons donc plus affaire, en Palestine, à une querelle de religions. Ce sont, sous nos yeux, deux nuages lourdement chargés d'influences historiques, aux contours indéfinis, réservoirs de force redoutable, qui, lentement, s'élèvent et s'avancent l'un contre l'autre. Entre eux jaillissent déjà les premiers éclairs annonciateurs de la tempête. Deux « peuples élus » sont face à face et l'on se demande avec embarras s'ils combattent pour leur Dieu, leur mission ou leur avenir temporel.

La cause du peuple juif a été bien souvent plaidée, et parfois gagnée, auprès du public occidental. Nous voudrions aujourd'hui, ayant exposé ailleurs la grandeur de l'effort sioniste[1], placer sous les yeux du lecteur les arguments par lesquels les Arabes entendent justifier leur irréductible opposition. Peut-être cependant, avant de nous jeter dans la mêlée, d'étudier les calculs secrets des deux parties, d'entendre les cris des victimes et les menaces des mécontents, convient-il de nous recueillir encore un instant de l'observatoire que nous avons choisi au-dessus des oliviers de Gethsémani et qui domine vraiment la bataille.

Dans cette Jérusalem — devenue aujourd'hui la capitale disputée entre les patriotes des deux nations — le conflit judéo-arabe n'est-il pas avant tout causé par une désertion de l'Europe chrétienne? Naguère, au temps de l'Empire ottoman, il n'était ici d'autres querelles que celles des moines, arrachant çà et là à leurs rivaux un mètre carré de sanctuaire, une heure de prière. L'éclat de leurs voix nasillardes d'Orientaux ne franchissait guère la porte du Saint-Sépulcre, près de laquelle deux gardiens turcs, impassibles, maintenaient l'ordre. Cette situation, il est vrai, était humiliante pour les Latins et les protestants d'Europe et d'Amérique. La guerre victorieuse de 1918 aurait dû, semble-t-il, donner aux puissances occidentales l'occasion de découvrir aisément des solutions plus heureuses pour leur prestige sans modifier toutefois le principe fondamental de l'équilibre des trois religions.

Qu'avons-nous observé au contraire? Pour la plupart, les puissances chrétiennes se sont désintéressées de leurs charges religieuses. A peine l'intérêt scientifique, si grand cependant, que présentent pour la connaissance de l'histoire les études archéologiques en cours a-t-il motivé l'envo de quelques missions. L'étude des origines du judaïsme et du christianisme a paru moins fructueuse que celle de la Vallée des Rois en Haute-Égypte.

---

(1) Cf. *Les Juifs*, Paris, 1937, Plon éditeur, sous le titre : « Le problème politique du Sionisme ».

Que pèsent en effet, aux yeux du grand public, à côté du trésor de Tout-Ank-Amon, les recherches sur les Cananéens ou sur Emmaüs ?

Pendant que l'Europe chrétienne restait indifférente, deux grandes religions de l'humanité, l'islam et le judaïsme, se transformaient au contraire sur place, nous l'avons vu, par une sorte d'alchimie moderne, en nationaismes hostiles. Comment s'étonner dès lors qu'après avoir *désacralisé* la Judée et la Galilée, elles se trouvent aujourd'hui transformées en champs de bataille ? Beaucoup avaient compté, il est vrai, sur les forces économiques pour « arranger l'affaire ». La création des sociétés par actions qui devaient distribuer des dividendes à tous, y compris aux Arabes, endormirait les peuples dans une heureuse mollesse. Ce calcul était trop simple. Les forces spirituelles qu'oubliaient les diplomates et les économistes, celles du judaïsme, transformé en sionisme, celles de l'Islam, devenu le racisme arabe, étaient trop puissantes pour ne pas soulever les masses. Ces énergies nouvelles communiquent tout d'abord aux Juifs une activité sans limites, impatiente de tout frein, insensible à ces conseils de prudence qui sont si précieux à entendre, cependant, par ceux qui rêvent audacieusement de créer des entreprises nouvelles sur une terre trop vieille. Les Arabes, d'autre part, se sentent d'abord animés par une détermination obstinée de résistance, puis s'élèvent peu à peu au sentiment d'une communauté nationale, raciale ou religieuse, toujours plus vaste.

Tels sont les aspects essentiels et telles sont les causes profondes du conflit que l'on s'efforce de divers côtés de résoudre en tenant compte seulement jusqu'à présent de ses éléments mesurables. Dans la lutte, les Arabes, moins instruits, moins soutenus, semblent, sur place, incapables de maintenir leurs positions séculaires. Ils fléchissent peu à peu. D'année en année leur patrimoine se réduit. Vaincus demain, ils formeraient, ils le savent, le prolétariat presque étranger d'un État juif. De là, une autre réaction de sensibilité sur laquelle on n'avait pas compté non plus : le sentiment de désespoir qui les emporte et les incline au terrorisme le plus aveugle. Il est capable, par sa force, de déjouer tous les calculs.

L'emblème choisi par le gouvernement mandataire pour figurer sur les monnaies de l'État palestinien est la branche d'olivier. Si ceux qui poussent encore sur la colline où se retirait Jésus rappellent assez bien au pèlerin chrétien de l'Occident qu'il est ici chez lui, si les colons juifs plantent également sur leurs nouveaux domaines l'arbre de la paix, on ne voit pas que les Arabes soient assurés, eux aussi, de vivre à l'ombre de leurs vergers. Est-il possible cependant de leur apporter la garantie qu'ils demandent, à laquelle ils ont droit, comme les autres, celle de vivre et de mourir dans la liberté sur la terre de leurs pères ?

Émeutes et combats (1936-1938)

L'émeute, en Orient, lorsqu'elle se prolonge, tourne vite à la guerre des bandes. Quelques semaines s'étaient à peine écoulées en Palestine depuis le 20 avril 1936, date qui marqua le début des troubles, que plusieurs corps francs d'irréguliers coupaient les routes, fusillaient les autos, attaquaient les plantations et égorgeaient les Juifs isolés ou les Arabes suspects de trahir la cause nationale. Ces bandes règnent sur les villages par le prestige et la terreur. Elles se jouent, grâce à la complicité tacite des ruraux, des troupes britanniques rappelées par divisions entières de la région du canal de Suez. Parfois, une bande est cernée, grâce à la perspicacité des chiens de la police; un combat acharné s'engage avec les forces régulières et l'on découvre parmi les morts, à Djenine, un matin, un bourgeois arabe, président des Jeunesses Musulmanes de Haïffa.... A d'autres moments, au cours de l'été 1936, apparaissent des volontaires d'Irak, en uniformes, avec leurs mitrailleuses, sous les ordres d'un officier de Bagdad, déjà connu pour avoir trahi les Français dans les troupes de Syrie en 1925. Ce héros national reviendra à l'automne à Bagdad, sous les acclamations des patriotes et de la plèbe.

Un instant, en novembre 1936, une trêve est ménagée par l'intervention des rois arabes de la Péninsule pour laisser quelques mois de paix à la Commission Royale d'enquête. Mais lorsque le rapport Peel a été publié, avec son projet de partage du pays en trois zones, juive, anglaise et arabe, la révolte reprend avec une violence accrue. L'aéroport britannique de Lydda est incendié, le commissaire anglais de Nazareth assassiné; dans un combat à Djenine, au début de mars 1938, on comptera près de 500 Arabes armés, et l'on découvrira parmi les combattants des volontaires syriens recrutés à prix d'argent dans les faubourgs kurdes de Damas. L'arrestation des chefs du Comité Suprême musulman, suspectés en octobre de détourner au profit des bandes armées l'argent des fondations pieuses, décapite un instant la résistance. Des chefs arabes sont exilés aux Seychelles. Le Grand Mufti s'enfuit au Liban. Mais bientôt se reconstitue à l'étranger un nouveau Comité Suprême, plus irréductible encore. Des Arabes « modérés » sont assassinés. Un bureau national de propagande à Damas, dont nous dirons le rôle, publie chaque jour un « communiqué de la guerre de Palestine ». Les autorités britanniques doivent non seulement interdire l'entrée des journaux de Syrie et du Liban, mais encore fermer la frontière par une barrière infranchissable de fils barbelés. A l'heure où nous écrivons ces lignes, chaque jour apporte encore dans les capitales européennes la nouvelle d'un attentat.

De leur côté, malgré la rigueur de la police et des tribunaux britanniques, en dépit des appels à la modération, des Juifs extrémistes répondent aux attaques par des meurtres et des coups de main. Ce terrorisme, dira-t-on, est l'œuvre de quelques hommes résolus seulement? Il n'en va pas moins qu'ils accomplissent ce qu'ils considèrent comme une tâche sacrée avec l'appui discret de toute la population arabe. Ces deux années de guerre ont profondément meurtri la Palestine. Le sionisme, cependant, en supporte courageusement, dans son ensemble, les épreuves, et, malgré des centaines de victimes, l'essor de la colonisation ne se trouve pas arrêté.

On peut évaluer le nombre des immigrants pour l'année 1936 à 35.000, en tenant compte des clandestins, et à 12.000 au moins en 1937 [1]. Les exportations ont aussi continué de croître, ainsi que la consommation de l'électricité. La proportion des travailleurs de la campagne n'a cessé d'augmenter [2]. Les dispositions officielles prises pour contingenter l'immigration en 1938 sont modérées, mais libérales cependant puisqu'elles permettront l'arrivée en nombre illimité des fils et femmes d'immigrants déjà établis et des étudiants capables de subvenir à leurs besoins.

Enfin, d'autres progrès, d'une importance capitale pour l'avenir, ont été réalisés à la faveur même des circonstances. Tel-Aviv a inauguré son port, construit à trois milles de celui de Jaffa, et la capitale économique du sionisme peut désormais commercer librement avec la mer et éviter le dangereux contrôle des barcassiers arabes. Le syndic arabe de Jérusalem ayant été révoqué, c'est son adjoint sioniste qui exerce désormais les fonctions de chef de la municipalité, cependant que l'adjoint arabe chrétien a démissionné.

L'opinion juive a concentré toute son attention sur les propositions britanniques, au congrès de Zurich, en août 1937. Le plan de partage, qui propose la création de l'État national juif, dans des limites jugées trop étroites, en Galilée, dans les plaines d'Esdrelon et de Saron, a fait l'objet de discussions passionnées. Les modérés l'ont emporté. S'il est impossible de prolonger au bénéfice du peuple juif l'expérience du Mandat, trop décevante pour la Grande-Bretagne, l'État juif réduit sera du moins accepté, comme un minimum, ou plutôt comme une base sûre de départ en vue d'une expansion ultérieure.

Par contre, le parti révisionniste repousse le plan de partage pour donner sa faveur à la création d'un État juif indépendant, formé de la Palestine et de la Transjordanie réunies, qui protégerait les lieux saints et les confessions chrétiennes et musulmanes. De leur côté, les parlementaires juifs de Londres

---

(1) 3.700 sont venus d'Allemagne et le même nombre de Pologne.
(2) 24 % en 1937 au lieu de 17 % en 1936.

suggèrent la constitution dans le plus bref délai possible d'un septième dominion de l'Empire britannique.

Tous sont d'accord pour revendiquer, avec la plus grande énergie, la libre entrée dans le pays de nouveaux immigrants chassés d'Europe par l'antisémitisme. Aucun d'eux ne tient compte sur ce point des réactions arabes. Il semble vraiment qu'il se soit formé au sein de la Diaspora malheureuse, grâce aux efforts de la propagande et par suite des persécutions hitlériennes, un mouvement d'exode vers Sion que les Juifs sont désormais incapables d'arrêter.

La position des partis arabes est encore plus facile à définir. Tout d'abord, à la suite de l'arrestation des chefs du Conseil Suprême musulman, qui constituent le parti intransigeant des « Chikhs », les modérés eux-mêmes repoussent le plan de partage, que certains auraient peut-être accepté d'examiner si les réactions des peuples arabes du voisinage n'avaient été aussi vives. Le nouveau Conseil Suprême musulman, constitué à l'étranger, publie en octobre ses résolutions qui semblent rallier tous les suffrages arabes en Palestine. Une fois de plus il proclame le droit des autochtones à une complète indépendance, exige l'abandon de l'expérience du Foyer national juif, réclame la signature d'un traité d'alliance avec la Grande-Bretagne sur le modèle de ceux qui ont été conclus avec l'Irak, la Syrie et l'Égypte; enfin, il demande impérieusement, avant toute négociation ultérieure, l'arrêt complet et immédiat de l'immigration juive et l'interdiction de la vente des terres. La position offerte aux Juifs serait celle d'une minorité protégée à l'intérieur d'un État national arabe dans lequel tous seraient égaux en droits, sans acception de religion.

Aucune conciliation n'apparaît donc comme possible en Palestine, et la mésentente entre Juifs et Arabes fixés dans le même pays est complète.

Le congrès de Bloudane et la solidarité islamo-arabe

Le congrès arabe qui s'est tenu à Bloudane près de Damas en septembre 1937, les résolutions et les actes qui l'ont suivi, nous apportent tout d'abord de précieux éléments de réflexion sur la force des réactions nationales suscitées par le développement du sionisme. Cette réunion, qui a passé presque inaperçue auprès de l'opinion occidentale mal informée, nous permet cependant d'apercevoir la forme que prend spontanément en Orient la réaction anti-juive.

Le site de cette petite ville d'estivage, située au voisinage de la capitale des Omeyyades, avec ses vergers chargés de fruits, ses beaux peupliers aux

troncs blancs pressés autour des sources, évoque à lui seul un des aspects les plus inattendus de l'Arabie moderne. Chaque année, grâce aux communications désormais faciles, la fraîcheur des montagnes du Liban et de la Syrie attire un nombre croissant d'Orientaux venus des pays voisins, qui fuient la chaleur écrasante des plaines d'Asie. Comment résister, dans les assemblées oisives de l'été, au plaisir d'évoquer ensemble d'ingénieux projets destinés à avancer la réalisation de l'Unité arabe! L'an dernier, les événements de Palestine offraient aux estivants un grave sujet de discussion. Il fallait répondre au congrès sioniste de Zurich dont les délibérations avaient été reproduites avec un intérêt passionné par toute la presse arabe. De plus, le gouvernement nationaliste de Damas, désireux de relever son prestige défaillant dans le conflit turco-arabe du Sandjak d'Alexandrette, favorisait l'organisation d'une grande manifestation pan-arabe. Celle-ci, improvisée à la fin d'août, réunit, du 8 au 10 septembre, cinq cents congressistes venus de Syrie et des pays voisins sous la direction de Nabih bey Azmé, président d'un comité de secours pour la Palestine. D'éminentes personnalités politiques, Nadji Pacha Soueici, ancien président du Conseil irakien; Aloubé Pacha, ancien ministre de l'Instruction Publique d'Égypte, et l'Émir Chekib Arslan assumèrent la présidence. Parmi les délégués on pouvait compter de nombreux intellectuels chrétiens, quelques membres du clergé et des publicistes arabes. Un seul journaliste européen, l'Allemand Venseltel de l'agence D. N. B., était présent. On ne saurait s'étonner de cette marque d'intérêt, car le Reich a le double privilège d'avoir favorisé, par l'expulsion des Juifs, le développement de la crise palestinienne et d'en tirer parti sur place pour les besoins de sa politique générale. Il lui importe donc d'être bien informé. Les jeunesses arabes — scouts et *chemises de fer* — prêtaient leur concours patriotique.

Nous ne retiendrons des nombreux discours prononcés que la constatation des sérieux progrès accomplis par l'Unité arabe, du danger que présente pour elle l'expansion économique du sionisme, la volonté d'en limiter étroitement le développement en imposant aux Juifs le statut de minorité protégée, enfin les menaces adressées par des Égyptiens et des Irakiens à la politique sioniste de la Grande-Bretagne, alliée de leurs pays. Trois commissions activement organisées préparaient, de leur côté, des vœux adoptés à l'unanimité. Ceux de la commission politique furent identiques à ceux du Comité Suprême musulman de Palestine, tandis que la commission économique et financière étudiait les moyens d'organiser méthodiquement dans les divers pays arabes des collectes pour intensifier la lutte. La commission de propagande, la plus originale, décida la création dans les pays arabes, dans tout l'Islam et en Europe, de sections d'informations de propagande et d'études, rattachées au Centre déjà créé à Damas par Fakhri Baroudi.

Ces sections seront destinées à la fois à propager le mouvement national arabe en Orient et en Afrique et à intéresser les puissances occidentales à sa réussite.

Les derniers actes du congrès furent marqués par l'envoi de télégrammes et de messages. L'un d'eux était destiné à sa Sainteté le Pape « pour demander son intervention afin de parer à la catastrophe qui menace les Lieux Saints ». Un autre exprima les remerciements du congrès à Jawaharlal Nehru, pour les efforts qu'il avait déployés aux Indes en faveur de la Palestine. Fawzi El Qawuqgi, le héros des combats arabes de 1936, revenu à Bagdad, ne fut pas oublié. Une pluie de télégrammes s'abattit en outre sur la Société des Nations, le premier ministre britannique, les grands journaux anglais, les rois arabes, la délégation palestinienne arabe de Genève, les délégués de l'Irak, de la Turquie, de l'Iran à Genève, ainsi que l'Agha Khan.

Enfin, comme il n'est pas de congrès arabe sans pacte ou serment, la commission politique rédigea un texte solennel : *Les congressistes s'engagent devant Dieu, l'histoire, les nations arabes et les peuples musulmans, à persévérer dans la lutte pour la cause arabe en Palestine, jusqu'à la libération de ce pays et l'établissement de la souveraineté arabe en Palestine.*

Il est remarquable d'observer que l'accent a été porté dans ce congrès, que l'on a acclamé comme la *première réunion de l'Unité arabe*, à la fois sur les progrès accomplis par l'arabisme et sur la fragilité de sa croissance. Cette nation arabe naissante, *en voie de formation*, qui veut apporter sa contribution dans l'œuvre de paix et de civilisation, vient faire, en raison même de sa faiblesse, appel à l'Occident pour qu'il lui évite l'immense péril que constitue pour elle l'expansion du sionisme. On ne peut, en même temps, manquer de comparer cette réunion d'esprit pan-arabe à celle qui l'a précédée à Jérusalem, lors du congrès musulman de 1931 pour rassembler toutes les forces islamiques contre les Juifs.

Le projet auquel s'attache le congrès de Bloudane n'est plus en effet la création d'une Université religieuse qui restituerait à Jérusalem toute sa valeur de troisième ville sainte et de deuxième Qibla, en face de la forteresse spirituelle, bâtie par les Juifs sur le Mont Scopus. Pour endiguer la marée montante de l'immigration sioniste, il s'agit à présent d'affirmer une forte cohésion politique, une alliance des Arabes, et de créer dans tout l'Univers des sections de propagande politique en faveur de l'Unité. On résoudra le problème palestinien en créant sous toutes ses formes l'Unité arabe dans le Proche-Orient. Ententes culturelles, missions scientifiques, unification des programmes d'enseignement, échanges des techniciens, circulation des capitaux arabes, équipement industriel des États, tout contribuera à donner au racisme arabe sa puissance. Les minorités seront absorbées et l'égalité

des religions sera proclamée sous la souveraineté des gouvernements musulmans.

On concède seulement que les pays de l'Afrique du Nord, de la Lybie au Maroc, resteront, avant tout pour des raisons géographiques, séparés du bloc arabe de l'Orient. On ne s'efforcera pas de réaliser l'union avec eux. « Elle n'est pas, déclare l'émir Chekib Arslan, dans notre programme et nous ne devons pas parler de nous unir à ces régions pour ne pas nous faire des ennemis puissants... Nous voulons l'Unité arabe en Asie, mais cela n'empêche pas que nous formions avec les Musulmans du Maghreb une unité linguistique, culturelle, religieuse et sentimentale. »

L'efficacité du congrès se manifeste d'ailleurs assez vite par la vitalité des sections d'information et de propagande. On signale dans les mois suivants leur activité en Irak, au Maroc, parmi les colonies syriennes d'Amérique, etc. Mille petits faits ont d'ailleurs démontré combien la réaction solidaire des élites arabes d'Orient exprimait les sentiments des gouvernements arabes et des peuples musulmans.

Sans même attendre le Congrès de Bloudane, les représentants des États orientaux à la Société des Nations avaient en effet plaidé la cause de la Palestine arabe, dès le début de septembre 1937. Lors de la réunion du Conseil chargé d'examiner le plan de partage proposé par le rapport Peel, le délégué persan avait avec raison rappelé que la solution du problème palestinien et celle du judaïsme persécuté dans le monde étaient entièrement distinctes et devaient être examinées séparément. Les représentants de l'Irak et de l'Égypte s'étaient élevés avec force contre l'atteinte portée à un pays arabe. Le représentant irlandais de M. de Valera, qui pensait à l'Ulster, avait à cette occasion affirmé que le plan de partage, s'il était réalisé, infligerait à la Palestine « le plus cruel dommage qui puisse frapper n'importe quel peuple ». Le patriarche grec orthodoxe de Bucarest, de passage en Orient, avait fait lui aussi des déclarations hostiles à l'État juif et à la division de la Palestine. A Damas et dans toute la Syrie, on décida peu après de ne pas célébrer par des réjouissances publiques la fête des sacrifices, en hommage à la Palestine. Les journaux syro-libanais prirent à parti des hommes politiques pour dénoncer des prétendues ventes de terrains aux Juifs, soit au Liban, soit sur le Khadour en Haute-Djezireh.

Dans les royaumes arabes voisins, les réactions furent aussi sensibles. En Irak, les prescriptions du congrès de Bloudane sur la création d'une association de défense pour la Palestine reçurent une exécution immédiate. Il n'en fut pas de même, il est vrai, en Transjordanie, où l'émir Adballah, généralement considéré comme favorable à un accord arabo-juif, avait fait emprisonner à leur retour de Bloudane quelques délégués trop bavards. Mais, au même moment, une légère pression exercée sur les frontières de

Transjordanie par les forces d'Ibn Séoud suffit à montrer que le grand souverain de l'Arabie intérieure manifestait lui aussi, à sa manière, sa solidarité avec le mouvement anti-juif. D'ailleurs, en même temps, le Naqib des Chorfa du Hedjaz, résidant à la Mecque, avait publiquement assuré les Arabes palestiniens de la profonde sympathie des populations des Lieux Saints et annoncé son désir de voir organiser, à la Mecque ou à Djedda, un congrès destiné à faire accepter un pacte national d'opposition au plan de partage. Cette déclaration devait être reprise peu après par M. Philby, le conseiller britannique bénévole du roi Ibn Séoud, qui allait proposer d'organiser sous la présidence du souverain, son maître et ami, la réunion d'une commission de conciliation entre le Dr Weizmann et le Grand Mufti de Jérusalem.

Le roi du Yémen, l'Imam Yahya, qui, par des circonstances fortuites, n'avait pas été représenté à Bloudane, tint de son côté à écrire au gouvernement britannique pour attirer son attention sur la gravité de la situation de la Palestine, l'engageant à ne pas laisser violer les droits des Arabes et l'invitant à éliminer les causes de troubles entre les États de la Méditerranée.

Dans les Indes anglaises, les députés musulmans intervinrent au Parlement du Pendjab et prétendirent discuter publiquement le rapport de la commission Peel, en raison de l'émotion que sa publication avait créée parmi les peuples de l'Inde. Un comité de défense pour la Palestine fut créé à Delhi. Avant le congrès de Bloudane d'ailleurs, à la demande de Jawaharlal Nehru, des démonstrations diverses avaient été organisées à Ahmadabad, pour qu'aux manifestations islamiques s'unissent celles des « peuples colonisés ». Enfin, les Musulmans de Batavia auraient fait parvenir des secours aux veuves et aux orphelins de Palestine par l'intermédiaire de la Banque Misr d'Égypte.

Peut-être ne convient-il pas de donner une trop grande importance aux protestations, sans doute rédigées à l'avance, qui furent adressées au Duce et à la Société des Nations par les notables de Libye et d'Éthiopie, afin de s'opposer au projet de démembrement. La plupart de ces manifestations traduisent avant tout la force de la solidarité des peuples arabes qu'un Chahbandar, un Chekib Arslan engagent chaque jour à s'unir pour former une sorte de ligue ou d'alliance sacrée.

Toutefois, si le pan-arabisme progresse depuis dix ans à pas de géant, les forces de l'islam ne restent pas, il s'en faut, inertes en face du problème palestinien. Alors que le sionisme provoque dans la péninsule arabique des réactions d'ordre patriotique, dans toutes les communautés lointaines au contraire, celles des Indes Néerlandaises, des Indes britanniques et de l'Afrique du Nord, ce sont les manifestations de solidarité religieuse qui l'emportent. On ne peut oublier en particulier qu'au Maghreb l'islam joue encore

un rôle prépondérant. Pour nos sujets d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, le concept d'une nationalité arabe concédée à des patriotes chrétiens au sein d'un État musulman est encore une notion impensable. Islam et patrie sont pour eux synonymes dans le cadre de leurs provinces. Aussi les jeunes élites nationalistes s'efforcent-elles, en Afrique du Nord, en toutes circonstances, de faire appel aux passions de la communauté musulmane contre la puissance coloniale. Par exemple, le danger d'une réforme juridique des institutions berbères, qui maintiendrait le Maroc dans un état politique de division, est repoussé en « mobilisant » l'Islam et en dénouant une évangélisation prétendue de l'Empire chérifien. Le résultat est aisément atteint puisque, grâce à la science d'un Chekib Arslan en matière de propagande musulmane, il est facile de faire naître d'émouvantes manifestations de solidarité religieuse jusqu'aux Indes néerlandaises. De même, pour discréditer en Tunisie la naturalisation française des Musulmans, on interdit leur sépulture dans les cimetières des vrais croyants.

Enfin, lorsqu'il s'agit d'agiter le pays contre les Juifs, ce sont les mêmes ressorts qui sont mis en jeu. En avril 1934, la profanation d'une mosquée à Casablanca par des Juifs motive des troubles, aussitôt réprimés d'ailleurs. En août 1934, à Constantine, un acte identique déchaîne le pogrom dans des conditions tragiques.

Insistons sur ce dernier point. Des Israélites nombreux sont établis depuis des siècles entre Tunis et Agadir. Ils sont aujourd'hui 250.000. Bien que la proportion de ceux qui pratiquent l'usure au détriment des populations rurales soit élevée, aucun conflit économique ne les oppose aux Musulmans dans les campagnes. Mais dans les villes, là où s'échauffent aisément les sentiments religieux, les docteurs musulmans de la loi savent à l'occasion préparer les réactions nécessaires. Nous l'avons dit, ce sont les Uléma de Constantine ou les nationalistes de Fez qui donnent le mot d'ordre dans les manifestations de solidarité contre le sionisme et prescrivent à jour fixe la fermeture des boutiques pour protester contre le plan de partage [1]. Le chef du Vieux Destour à Tunis, le Cheik Thaalbi, proclame au nom de l'Islam la nécessité d'unir les Arabes contre les Juifs de Palestine, tandis que ses rivaux, les jeunes Destouriens, plus pénétrés de culture occidentale, semblent au contraire pratiquement se désintéresser des progrès du sionisme.

---

1. On a vu à Constantine, il est vrai, sur la même estrade le chef des Ulema, Ben Badis, et M. Bernard Lecache, président de la L. I. C. A., se réconcilier pour dénoncer la politique des colons. Mais il s'agissait précisément, pour les Juifs, de se concilier les bonnes grâces des Ulema afin d'éviter les dangers de l'antisémitisme.

Les puissances totalitaires, les Juifs et les Arabes

On a, il est vrai, tenté d'expliquer cette agitation arabe et musulmane par l'action des puissances étrangères hostiles à l'Angleterre. Plutôt que d'analyser les causes profondes du conflit, nos publicistes d'Occident ont conféré à la propagande radiophonique de Bari, faite par l'Italie en langue arabe, une efficacité redoutable dans le développement du malaise palestinien. Les nouvelles transmises chaque jour, qui relataient les actes de terrorisme et présentaient les mesures de police britannique comme de véritables opérations de guerre, auraient beaucoup contribué à renforcer la solidarité des peuples arabes d'Orient.

Beaucoup de bons observateurs estiment cependant qu'une telle propagande n'a pu obtenir que des résultats limités.

L'intervention d'agents secrets, le ravitaillement en armes de l'extérieur, apparaissent aussi comme des hypothèses gratuites. Le progrès des idées nationales dans des régions qui ont connu successivement la libération de l'Irak en 1932, les troubles de l'émancipation de l'Égypte en 1935-36, les émeutes et les succès nationalistes de Damas en 1936, suffisent à expliquer, croyons-nous, la formation des puissants mouvements de solidarité que nous observons en réalité depuis deux années.

Il n'est malheureusement pas possible de penser que le malaise créé par ce conflit dans tout l'Orient laisse indifférente une autre puissance occidentale dont le prestige et la force sont, malgré sa défaite, restés grands en Asie et en Afrique. L'Allemagne n'aurait garde, en effet, de négliger les possibilités indéfinies que pourrait offrir à une habile politique l'admirable clavier de l'agitation islamique. Nous voyons déjà une ingénieuse manœuvre partie de Berlin contre la Russie. De Varsovie et de Stamboul jusqu'à Moukden et Tokio, s'ourdissent des intrigues pour préparer demain, dans toute l'Asie, l'explosion du nationalisme turco-tartare [1]. N'observons-nous pas chaque jour qu'en agitant le spectre du communisme on peut essayer de mettre le feu dans les pays de civilisation occidentale, à l'Espagne, au Brésil, à la France, et semer dans les esprits, chez tous les petits peuples qui échappent encore aux dictatures, le germe des guerres civiles? Pourquoi, au nom de l'antisémitisme, pour défendre la pureté des races orientales et restituer aux forces nationales leur intégrité, n'esquisserait-on pas un vaste mouvement de solidarité arabe et musulmane contre la nouvelle Sion? Les premières victimes de ce soulèvement seraient l'Angleterre et la France.

---

1. Cf. *Politique Étrangère*, n° 3 (Juin 1938).

Quelques propos recueillis, quelques actes symboliques laissent penser qu'un tel projet n'a pas été sans traverser les esprits. L'émir Chekib Arslan, qui n'a jamais hésité à utiliser pour la cause sacrée tous les concours, est intimement persuadé « qu'il existe des puissances qui s'intéressent aux Arabes, rien que parce qu'elles savent qu'ils sont opprimés [1] ». Le journaliste égyptien bien connu, Amin Saïd, à l'occasion du passage en Égypte de hautes personnalités politiques allemandes, rappelle la belle conduite du soldat germain pendant la guerre mondiale en Orient. Il souligne en même temps l'intérêt que prend la jeunesse arabe à un rapprochement avec l'Allemagne en raison des similitudes d'idéal. Le racisme arabe, nous l'avons vu, trouve volontiers son inspiration dans l'unité allemande[2]. Le lettré marocain Taqi El Din El Hilali, fort bien placé pour donner des conseils puisqu'il vit à Berlin, incite les nationalistes de l'Afrique du Nord à se garder de toutes relations avec les partis français qui pourraient les attirer et les tromper, et à s'enfermer dans le pur Islam qui leur donnera la victoire.

On ne peut passer sous silence les très nombreux voyages accomplis en Égypte, en Syrie et en Perse par les chefs politiques et militaires les plus éminents de la Grande Allemagne depuis quelques mois. Le chef des jeunesses hitlériennes, Baldurf von Schirach, a tenu à déclarer, en passant à Damas, que toutes facilités possibles seraient offertes aux étudiants syriens désireux de visiter leur pays, car nul plus que lui ne souhaite que son voyage en Orient soit l'occasion d'un rapprochement efficace avec la jeunesse arabe.

Il faut aussi observer avec attention l'arrivée massive en Syrie et en Irak, depuis un an, d'agents allemands, qui « prennent leur place », établissent des contacts, observent silencieusement. On échappe difficilement, en face de tous ces faits, au sentiment d'une minutieuse préparation.

Sans doute, jusqu'à présent, la politique islamique de l'Allemagne semble-t-elle n'avoir encore de bases solides qu'au Maroc et en Syrie. Mais les efforts méthodiques entrepris à Berlin pour former rapidement les spécialistes indispensables laissent présager qu'on ne manquera pas d'utiliser les circonstances favorables. Chasser les Juifs d'Europe centrale, les poursuivre en soulevant contre eux la haine dans les régions dans lesquelles ils émigrent, renforcer en Orient la lutte contre le sionisme, représenter au Maroc la France comme l'alliée des Juifs, l'ennemie de la famille

---

1. Déclaration au Congrès de Bloudane.
2. Dans son livre, *Histoire du Réveil du mouvement nationaliste chez les Arabes*, Amin Saïd croit pouvoir affirmer les ressemblances politiques de l'Arabie moderne et de l'Allemagne avant l'Unité. Il en conclut que les méthodes politiques allemandes sont les plus adaptées à un développement de l'arabisme.

et de la religion, favoriser dans les provinces islamiques des manifestations de sympathie à l'égard des combattants de la guerre sainte de Palestine, s'emparer des sympathies de la jeunesse, tel est le programme que des politiques avisés ne peuvent pas manquer d'envisager. La partie est trop belle pour ne pas tenter des spécialistes qui ne s'embarrassent pas de préjugés.

Il ne serait pas sans intérêt dès à présent d'examiner le rôle que peuvent jouer en Orient même certains agitateurs qui se donnent comme communistes. L'assassinat du commissaire britannique de Nazareth, Andrews, est attribué par le *Nachrichten Büro* à un communiste arménien, venu en Syrie avec l'argent de Moscou; des tracts communistes en langue arabe, largement diffusés en Palestine, protestent contre les atteintes que le gouvernement britannique fait subir à l'Islam, en réprimant les agissements du Grand Mufti de Jérusalem. Au service de quelle puissance se trouvent ces ingénieux excitateurs?

Les projets de solution

On ne reprochera certes pas à la Grande-Bretagne d'avoir minimisé l'importance du problème sioniste ni d'avoir épargné ses efforts pour réussir à le résoudre. Depuis deux ans, deux grandes commissions ont travaillé sur place. La publication courageuse, peut-être même imprudente, du plan de partage, en juillet 1937, ainsi que les recommandations du *Livre blanc* au début de 1938, apportent à tous ceux qui souhaitent le rétablissement de la paix des éléments importants d'étude et de réflexion.

On connaît les conclusions du rapport Peel. Un État juif limitrophe du Liban s'étendrait sur toute la Palestine du Nord, du Lac de Houlé jusqu'à Beisan. Ses limites, s'infléchissant vers l'Ouest jusqu'à Megiddo, se prolongeraient vers le Sud par une étroite bande côtière jusqu'au delà de Réhovot. Jérusalem et Bethléem demeurent sous le mandat perpétuel de la Grande-Bretagne en leur qualité de Lieux Saints, dépôt sacré dont l'Angleterre se regarde comme responsable devant la Société des Nations. La grande capitale religieuse et sa zone périphérique seraient reliées à la mer jusqu'à Jaffa par un large couloir à travers l'État Juif. Le reste du pays, dont la principale ville semble être Naplouse, serait laissé aux Arabes pour former vraisemblablement avec la Transjordanie un État unique.

Les plus vives critiques ont accueilli ce projet. 200.000 Arabes au moins se trouveraient dans l'État juif, et devraient être transportés ailleurs. Leurs mosquées, a-t-on demandé au congrès de Bloudane, seront-elles transformées par les sionistes en écuries? A l'intérieur de ces frontières,

Nazareth constituerait une enclave chrétienne. On ne peut s'empêcher de penser que le désir d' « en finir », qui paraît avoir animé les membres de la commission, a minimisé les intérêts des Arabes demeurés dans une région d'où la pression juive n'a pu encore les chasser. Peut-être, quelques années plus tard, la solution eût-elle été plus aisée, après la réalisation de nouvelles conquêtes sionistes, dans les frontières fixées par la commission. On échappe aussi difficilement au sentiment que l'Arabisme a été, par l'application de ce plan, délibérément isolé de la Méditerranée. De même que l'État arabe de Damas ne communique directement avec la mer que par Lattakieh, de même l'État arabe de Palestine et de Transjordanie devrait chercher son issue maritime à travers les steppes et les sables de Gaza.

L'établissement du mandat perpétuel de Jérusalem, avec son couloir de Jaffa, motive d'autres observations. Dans cette zone très largement délimitée se trouvent de nombreux villages arabes et aussi des masses compactes de Juifs qui, par toutes les fibres de leur être, appartiennent au sionisme.

Si le souci des responsabilités religieuses qui a inspiré dans cette région le maintien du mandat est infiniment respectable, on peut croire que l'esprit de la commission n'a pas été insensible à la considération des intérêts politiques britanniques. La persistance de l'autorité mandataire solidement établie au centre du pays est peut-être destinée à permettre au gouvernement britannique de continuer à jouer entre les deux États des Juifs une politique d'équilibre et de bascule. Telle est du moins l'interprétation arabe de cette solution.

Enfin, on imagine difficilement dans quelle partie du pays pourrait s'établir la capitale du nouvel État arabe, dont les moyens d'existence seront fort limités, et qui semble appelé à vivre sur les collines pierreuses et les steppes dans une humiliante pauvreté auprès des prodigieuses constructions du sionisme.

Depuis la publication du plan de partage, les déclarations des hommes politiques et les recommandations du *Livre Blanc* n'ont pas sensiblement éclairé le débat. Le ministre britannique des Colonies à Genève a bien admis, il est vrai, que l'Angleterre avait affaire en Palestine, « non pas à un tort et à un droit, mais à deux droits » qu'il fallait concilier. Si la Grande-Bretagne, « au début, a considéré le sionisme avant tout comme un problème spirituel et non pas comme un transport d'émigrés », elle estime à présent apporter au judaïsme, en le dotant d'un État national, si réduit soit-il, une concession importante. Mais le gouvernement entend avancer lentement et envisage d'étudier tous les délais nécessaires pour l'établissement des frontières. La commission des Mandats à Genève, quelques jours avant la réunion de Bloudane, a fait au projet un accueil réservé. Elle recom-

mande de prolonger la période de préparation, en étudiant une fois encore d'autres solutions, telles que la cantonisation des populations, ou l'instauration de deux mandats jusqu'à la maturité politique de deux peuples, qui ne sera pas nécessairement atteinte en même temps. La deuxième commission d'enquête, qui vient d'entreprendre sa tâche difficile, devra non seulement s'efforcer d'étudier sur place l'application éventuelle du plan de partage, mais tenir compte encore des réserves de la Société des Nations. Ainsi, après avoir envisagé l'application du plan de partage comme une sorte d'opération chirurgicale pratiquée « à chaud », on semble donc à présent hésiter et chercher à gagner du temps, cependant que l'effervescence se prolonge et s'étend à grande distance.

Mais, comme il fallait s'y attendre, Juifs et Arabes, pendant qu'éclataient les bombes et déraillaient les trains, ont formulé des amendements ou des projets nouveaux.

Nous avons dit la faveur des Juifs anglais pour la création d'un dominion britannique qui mettrait définitivement les sionistes sous la protection de la puissance impériale. Leurs vœux s'accordent à la fois pour demander une solution rapide du problème palestinien en même temps que le rétablissement d'une large immigration, car « toutes les restrictions apportées depuis un an causent de graves souffrances aux Juifs de l'Europe orientale et centrale [1] ». Des Juifs plus prudents, il est vrai, comme le Dr Magnès, président de l'Université Hébraïque de Jérusalem, l'une des personnalités les plus éminentes et les plus pondérées du Sionisme, suggère au contraire de stabiliser pour un temps la population juive de Palestine, afin de calmer les réactions locales. D'autres proposent des rectifications de frontières avantageuses fondées sur les nécessités stratégiques, économiques et ethniques.

Ceux qui prévoient l'avenir et sont hantés par le souci de l'expansion économique lancent au contraire l'idée d'un État fédéral, et M. A. Rosenblath envisage sa création par l'union de trois zones définies par le plan de partage, avec la constitution d'un conseil très réduit, à raison de deux ou trois membres par État [2]. Les États-Unis du Jourdain, selon un autre

1. Le plan Malcolm abandonnerait aux Arabes la région d'Acre, mais étendrait les frontières vers l'Est au delà du Jourdain jusqu'aux collines de Moab pour protéger la station hydro-électrique Rutenberg, tout le lac de Tibériade, le pipe-line d'Irak, et le chemin de fer de Jaffa à Djenine. La plaine d'Esdrelon serait flanquée vers le sud par les premières montagnes de Gilboa. Jéricho et les mines de potasse de la Mer Morte seraient aussi sauvées.

2. La Grande-Bretagne, qui dirigerait les Affaires Étrangères de l'État fédéral et lui accorderait son alliance, devrait approuver les décisions du conseil, toujours prises à la majorité des deux tiers. Chaque État aurait sa milice propre. L'union économique des trois territoires faciliterait l'expansion du sionisme dans la Transjordanie puisque cette province se trouverait intégrée dans l'État arabe.

plan, seraient formés de la République juive de Palestine et de l'État Arabe de Transjordanie. Ce dernier pourrait recevoir 40 % de Juifs. Les deux États, unis par un Conseil fédéral, accorderaient les mêmes droits à leurs minorités. Un conseil des Lieux Saints, dans lequel entreraient aussi la France et l'Italie, serait formé sous le mandat perpétuel de la Grande-Bretagne.

Chaque semaine nous apporte d'ailleurs de nouveaux plans juifs, assurément ingénieux, mais qui supposent toujours le problème résolu : l'acceptation d'une collaboration économique par les Arabes, sur la base d'une immigration accrue et de l'indépendance absolue de l'État sioniste.

On a prêté d'autre part à un Syrien, confident du feu roi Fayçal, Tahsin Bey Qadri, un projet tout différent : 35 % de la population palestinienne serait juive, sous un système de protection minoritaire. Les Arabes se verraient garantir en plaine une superficie de 10 dunums par ménage, et 50 en montagne. Un conseil législatif unique, dans lequel siégeraient, dans la proportion de 35 %, des représentants sionistes, serait constitué à Jérusalem. La Palestine et la Transjordanie seraient unies et protégées par une alliance anglaise.

M. Philby, naguère partisan d'un plan de partage amélioré au profit des Arabes par la reconnaissance de leur souveraineté sur Jérusalem [1], recherche à présent, nous l'avons vu, une solution de conciliation sous l'égide d'Ibn Séoud. Il redoute pour les Juifs eux-mêmes le danger du plan de partage qui leur fermera les débouchés économiques d'Orient qu'ils aspirent à se créer, et semble incliner vers la formation d'un État unique. La question de l'immigration serait soumise à un conseil de trois membres, un Juif, un Arabe et un neutre.

Ces diverses propositions arabes ne semblent pas d'ailleurs avoir entraîné l'adhésion des patriotes. Tahsin Bey Qadri a prudemment démenti les projets qui lui étaient prêtés, et l'on imagine aisément que le projet d'un congrès à Djedda n'ait pas les faveurs de l'émir Adballah, ni celles du gouvernement de Damas.

Aux yeux des Arabes, la création d'un État national arabe indépendant suppose, nous l'avons vu, l'octroi aux Juifs d'un simple régime de protection minoritaire, et l'établissement d'une limitation rigoureuse, et même de l'arrêt complet de l'immigration.

Ainsi, les revendications minima des deux parties sont absolument inconciliables. Aucune négociation ne peut contribuer à les satisfaire, même partiellement. Ce qui accroît encore la confusion, c'est que, dans chaque camp, il se trouve des partisans d'une solution rapide et aussi des

---

1. *Foreign Affairs*, octobre 1937.

défenseurs d'une politique d'attente. Mais à quoi bon laisser s'écouler le temps si l'on ne peut, en s'accordant provisoirement sur un point précis, conclure une trêve qui apaiserait les esprits et préparerait lentement une paix définitive ?

De Gloria Olivæ

Dans l'esprit du Prophète Herzl, la Palestine devait, par le retour des peuples d'Israël rassemblés des extrémités du monde, redevenir la terre de la paix. Les Haloutzim, avec toute leur vaillance, s'étaient mis à l'œuvre ; ils avaient planté des vergers, créé des forêts, capté les eaux profondes qui coulent au sein de la terre et dispensé autour d'eux la richesse. D'immenses fortunes, acquises dans les pays de la Diaspora, étaient venues s'investir dans de multiples entreprises industrielles. Les Arabes eux-mêmes allaient, disait-on, bénéficier de cette pluie d'or. Ils préfèrent, nous l'avons vu, organiser des coups de main pour détruire les plantations dont s'enorgueillissent les colons.

Depuis deux ans, la guerre se poursuit, mais, par un nouveau prodige d'adaptation qui n'est pas sans inquiéter les observateurs impartiaux, les villages juifs s'entourent de remparts et de palissades fortifiées. On a pu remarquer ces derniers mois, au centre des communautés sionistes, une construction nouvelle qui domine les terres nouvellement défrichées : c'est une haute tour de guet, surmontée d'un projecteur qui, la nuit, tourne avec inquiétude, et fouille les ravins par lesquels peuvent venir les assaillants. De cet observatoire, des tranchées partent en étoile, et donnent accès aux réduits protégés où veillent les *ghaffirs* juifs, fusil au poing.

Cette défense est belle et fait honneur à la résolution des Haloutzim. Mais comment concilier la situation présente avec les espoirs de demain, avec la conquête, nécessairement pacifique, par la nouvelle Sion des marchés et des routes de l'Orient ? Une telle situation suffit à démontrer que les solutions de force et d'autorité, désirées par une grande partie de l'opinion sioniste, ne permettront pas d'arriver aux résultats souhaités. Fermons donc nos oreilles aux bruyantes revendications proclamées dans la presse et les congrès et élevons-nous au-dessus des haines et des préjugés pour écarter les causes mêmes du conflit.

Quelques principes, simples et clairs, se dégagent, croyons-nous, du spectacle des progrès sionistes et de la résistance arabe :

Le premier c'est que jamais, dans l'histoire de l'Orient et de l'Occident, l'instant n'a été plus défavorable à la création d'un État juif indépendant. Son existence apporte au mouvement antagoniste de l'Unité arabe le

point de résistance sur lequel se rassemblent et se décuplent toutes ses forces. Jusqu'à ces dernières années, d'ailleurs, en Palestine, personne, sauf dans le camp des révisionnistes, ne parlait à haute voix de l'État juif. Le « Home National » suffisait, sorte de refuge spirituel qui devait être plutôt un symbole qu'une puissante réalité. Mais Hitler et ses imitateurs ont, par le refoulement des Juifs d'Europe centrale, brusquement imprimé au sionisme cette vertigineuse accélération qui semble, malgré l'héroïsme des immigrants, le conduire à sa perte par les résistances qu'il provoque. Une lente progression de la colonisation juive eût, sans doute, habitué peu à peu les Arabes indolents de Palestine à la présence de ces nouveaux arrivants dont l'esprit d'entreprise ne paraît pas avoir de limite. Mais l'intensité de l'effort bouleverse aujourd'hui dangereusement ces régions encore endormies de l'Orient. La Palestine, tous en conviennent à présent, ne peut plus recevoir les Juifs inquiets du monde entier, ni même une fraction notable de ceux qui sont contraints à quitter leur terre d'exil par le progrès des idées racistes.

La fermeture des Amériques aux émigrants d'Europe, en effet, a rendu le problème juif insoluble pour les initiatives privées. De tous côtés, ceux qui observent la crise savent bien que l'on ne peut plus assurer aux Israélites de la Diaspora une condition humaine acceptable sans leur ouvrir, dans divers continents, des terres de colonisation sur lesquelles ils pourront se grouper. L'Italie offre, non sans calcul, une partie de l'Abyssinie. Un ministre français des Colonies a accepté le principe d'une enquête à Madagascar. Peut-être reparlera-t-on demain de l'Ouganda et de terres encore libres des États-Unis, du Brésil ou de l'Argentine. La tâche que devront accomplir les puissances civilisées est assez difficile puisqu'il faudra tenir compte, non seulement des obstacles économiques, mais aussi, et surtout peut-être, des réactions d'opinion. Il importe évidemment de ne pas compliquer davantage cette entreprise en lançant en Orient, dans des circonstances dangereuses, la nouveauté redoutable qu'est la « nationalité juive ».

Il conviendrait donc tout d'abord de dériver vers des terres moins périlleuses les courants d'immigration, alors même qu'une propagande merveilleusement tentatrice s'efforce imprudemment, et malgré tous les périls, d'attirer encore des colons en Palestine. Il n'est pas interdit de penser que la tension politique se trouverait diminuée en Orient; les esprits s'apaiseraient; l'application d'un juste compromis, impossible à faire accepter pour l'instant, s'en trouverait sensiblement avancée. D'ici à quelques années, aussi, le nationalisme arabe aurait sans doute donné les preuves qu'il invoque en faveur de son droit à la vie, et sa croissance nous fixerait sur les forces profondes qui l'animent. Tout nous conseille d'attendre.

Un deuxième principe semble devoir être admis : tous les plans de partage « politique » entre les deux influences sont condamnés à l'insuccès parce qu'ils veulent concilier l'inconciliable. Les deux nationalismes en présence, nous l'avons dit, ne sont pas *purs*. L'un et l'autre mêlent à leurs fins terrestres de tels souvenirs de grandeur religieuse que la confusion du temporel et du spirituel semble parfois totale. Ce ne sont pas seulement deux nations, mais deux peuples élus, qui veulent occuper le même sol. Devant Israël se dressent ceux à qui Dieu a dit dans le Coran : « Vous êtes le meilleur des peuples. » Si cette confusion dégénère en violence, la faute en est à nous, Chrétiens, qui l'avons laissée naître et se développer. Il nous appartenait, à Jérusalem, d'affirmer la « primauté du spirituel », de maintenir à cette terre sacrée par trois religions son caractère de Lieu Saint, et d'en chasser, comme jadis les marchands établis sur le parvis du Temple, les organisations politiques arabes, les laboratoires de mise en valeur des potasses de la Mer Morte, et les innombrables magasins modernes qui préparent peu à peu le règne de l'économie occidentale sur la Terre de Dieu.

Sans doute, la Grande-Bretagne, en proposant l'établissement d'un Mandat perpétuel sur Jérusalem, se donne-t-elle comme l'héritière spirituelle des Croisés; mais personne ne veut, parmi les Arabes d'Orient, être dupe de cette nouvelle confusion. C'est moins, dit-on, pour veiller au respect des Lieux Saints que pour détenir la balance égale entre l'État juif et l'État arabe que l'Angleterre entend se maintenir dans la cité sainte. Seule maîtresse de la capitale du pays, elle se réserverait de pratiquer une politique d'équilibre au bénéfice de sa puissance impériale. D'autres, plus malveillants encore, ajoutent que le nombre des Juifs ne cessera de s'accroître sous la protection britannique; les sionistes, étant devenus les plus nombreux, obtiendront alors aisément du Parlement britannique la reconnaissance de leurs droits sur leur métropole historique.

Quoi qu'il en soit, les patriotes arabes ne voient dans la création de la zone mandataire qu'un calcul inspiré par des fins impériales. Ce jugement s'accorde avec l'opinion courante accréditée en Orient, selon laquelle « les nations d'Occident n'ont plus qu'une politique matérialiste, consacrée exclusivement à la conquête de la puissance ». Il convient donc, croyons-nous, de séparer rigoureusement le temporel du spirituel, et d'éviter tout reproche, même infondé, de « double jeu ».

Il est enfin un dernier point sur lequel l'accord complet peut se faire entre les Juifs et tous les Chrétiens d'Occident. Ceux qui ont traversé la Palestine depuis cinq ans, qui ont admiré l'effort des Juifs dans la paix et dans la guerre, ne peuvent accepter un seul instant l'idée de leur soumission à l'État national arabe sous un régime de minorité protégée.

Imaginerait-on un tel régime pour les colons d'Algérie s'ils devaient composer avec le nationalisme arabe? Et cependant la différence de niveau de vie n'est pas moins grande entre les Arabes palestiniens et les sionistes, et les haines qui séparent les deux groupes sont bien plus vives. Personne ne prendra au sérieux les allusions faites par les Arabes au régime favorable dont jouiraient les Juifs d'Irak, qu'une longue endurance a préparés au rôle, peu enviable, de sujets inférieurs méprisés par les Musulmans. Il n'est donc pour le sionisme d'autre sort acceptable que l'indépendance *ou l'autonomie.*

N'est-il pas possible, en gardant présentes à l'esprit ces trois conclusions, d'imaginer une formule d'avenir qui concilie les deux parties en présence? Peut-on imaginer, après les divers plans « temporels » ébauchés par les Anglais, les Juifs et les Arabes, une solution inspirée, avant tout, par le caractère religieux de la Palestine, qui rende aux Arabes confiance en notre justice et ménage au sionisme la reconnaissance pacifique et progressive de ses droits à la vie?

Tout d'abord, Jérusalem et sa banlieue limitrophe devraient constituer, non pas une zone de mandat, soumise à une puissance chrétienne, mais un territoire inter-confessionnel. Elle deviendrait véritablement la Cité de Dieu, la ville des « gens du livre », des « Ahel el Kitab », dont parle le Coran. Il n'y aurait place, dans son enceinte, que pour de paisibles habitants, renonçant à l'activité politique et aux industries, pour veiller au développement des intérêts spirituels de chacune des trois religions.

L'Université Hébraïque, dans la mesure où elle se consacre aux pures recherches scientifiques, philosophiques et religieuses, ainsi que les établissements chrétiens et les institutions religieuses musulmanes, strictement confinées dans leur rôle spirituel, dotées désormais de ressources indispensables, affirmeraient, autour des sanctuaires, les préoccupations non temporelles des habitants de la nouvelle Jérusalem. Le statut des Lieux Saints, tel qu'il est établi, serait maintenu et protégé.

Une administration purement municipale serait constituée par des représentants des trois grandes religions, siégeant *en nombre égal*, sans aucun égard pour le nombre des habitants. Un seul corps de police, composé de Musulmans, de Juifs et de Chrétiens, recrutés dans les régions les plus éloignées de la Palestine, maintiendrait aisément l'ordre indispensable. Certes la présidence de l'assemblée pourrait devenir l'enjeu de luttes passionnées, mais d'habiles règlements, qui feraient peut-être aux habitants arabes de la Palestine les concessions honorifiques indispensables, préviendraient aisément les compétitions. « La mise en place » d'une telle organisation exigerait incontestablement l'éloignement de la Cité sainte des comités nationalistes arabes, de l'Exécutive sioniste, et des entreprises

économiques trop puissantes. L'Occident chrétien gagnerait à donner à ses missions et à ses centres de recherches un généreux appui qui restaurerait sa dignité. Peut-être retiendrait-on aussi l'idée qui fut lancée en 1931, dans un autre esprit il est vrai, par le Grand Mufti de Jérusalem, Amin el Huseini, celle d'une Université Musulmane. Celle-ci devrait, non pas comme le voulait le Congrès Musulman de Jérusalem, unir toutes les forces de l'Islam contre les Juifs, mais affirmer le pieux intérêt que les vrais croyant, apportent à un lieu saint dont ils proclament à voix haute le caractère intangible. Ce centre d'études ne serait pas destiné, comme El Azhar ni comme l'Université Égyptienne, à former des docteurs de la Loi ou des docteurs ès lettres, sciences ou droit. Il consacrerait plutôt ses efforts à un enseignement supérieur destiné à une petite élite de disciples et à des recherches d'histoire religieuse et d'exégèse. Comme Jérusalem rassemble toutes les croyances chrétiennes, toutes les sectes de l'Islam pourraient aussi trouver dans une même enceinte l'occasion de se mieux connaître : Chiites du Yémen, de l'Iran ou des Indes, théologiens wahhabites ou ibadhites de l'Oman ou du Mzab voisineraient avec les canonistes et les historiens du Maroc ou d'Extrême-Orient. Les gouvernements occidentaux intéressés à la vie paisible des peuples de l'Islam, la Grande-Bretagne, la France, la Hollande et l'Italie contribueraient, sans doute sans difficulté à la fondation de chaires honorables pour leurs titulaires. En un temps où la concurrence des nations modernes nous vaut dans le monde le spectacle d'entreprises conduites avec une répugnante barbarie, cet encouragement donné à l'immense force religieuse que représente encore l'Islam mériterait aux nations libérales d'Occident l'éloge de tous ceux qui croient encore aux valeurs spirituelles.

Une semblable restauration de l'éminente dignité religieuse de Jérusalem n'irait certes pas, d'ailleurs, sans difficultés. Pour la parfaire, il conviendrait d'envisager, dès à présent, un effort prolongé, cinq à sept ans peut-être, qui exigerait avant tout la conclusion d'une *trêve sacrée*, acceptable pour tous.

Il n'est pas défendu de penser qu'en procédant de la sorte, avec une sage lenteur, mais avec une volonté résolue et constructive, les spécialistes politiques de la Grande-Bretagne trouveraient en outre le moyen d'éviter le conflit d'ambition qui, entre Amman et Riadh, entre l'émir Abdallah et Ibn Séoud, complique encore, dans l'ombre, l'insoluble problème palestinien.

Il resterait, il est vrai, à définir la situation des Juifs qui sont revenus conquérir *Eretz Israel*. C'est à eux, semble-t-il, que nous demandons le plus grand sacrifice. Il leur faudra tout d'abord, nous l'avons dit, renoncer en silence à Jérusalem, leur but secret, car leur prétention devient vaine si la Chrétienté affirme par des actes sa volonté de prendre sa part dans la

préservation des Lieux Saints. Du moins les sionistes espéraient, surtout après la publication du plan de partage, constituer sans délai l'État national juif. Or, la prudence, nous le savons, commande impérieusement, pendant la trêve, de réserver le statut du Home National Juif. Le conseil le plus sage qui soit donné aux sionistes est sans doute celui du Dr Magnès qui propose, pour quelques années au moins, la stabilisation du peuplement. La tâche difficile des années d'attente se suffit à elle-même : concentrer colons et citadins dans la zone juive définie par le plan de partage, proscrire tout établissement nouveau hors de ces limites, préparer méthodiquement et à l'amiable un transfert des populations arabes et juives. Puisse la transformation de Jérusalem en Cité sainte créer la détente des esprits, qui, du côté arabe, faciliterait l'acceptation d'un peuplement juif compact dans une zone définie. C'est alors, mais alors seulement, qu'il deviendrait nécessaire d'arrêter, pour le Home National Juif, l'expérience du Mandat. Dans quelles conditions?

Contraindre par la force le peuple arabe de la Palestine à accepter la création de l'état juif indépendant ruinerait par avance toutes les possibilités de cette collaboration économique et culturelle fructueuse, que le sionisme se propose de développer avec tous les États du Levant. Une négociation devrait donc s'engager sous l'égide de la Grande-Bretagne, entre les puissances occidentales civilisées qui s'intéressent dans un esprit de justice au sort des Juifs dans le monde, les grandes puissances coloniales qui administrent des peuples islamiques, les sionistes, enfin les chefs des États arabes de la péninsule. Peut-être un statut, inspiré de celui qui protégea pendant soixante ans les Chrétiens et les Druzes du Liban, semblerait-il le plus apte à concilier les principes de l'arabisme et ceux du sionisme, en créant un régime d'autonomie sous la double protection de l'Orient et de l'Occident.

Mais il ne suffit pas de soustraire Jérusalem, la Cité sainte, aux compétitions internationales, par un acte solennel et définitif de désintéressement politique. Il importe en même temps d'apporter aux habitants arabes de la Palestine un témoignage éclatant de sollicitude, que la promesse Balfour, elle-même, leur a concédé : il faut leur assurer le respect de leurs intérêts matériels et moraux, en présence du danger économique et national qu'entraîne pour eux le développement du sionisme. Ce qui s'impose, avant tout, c'est le choix d'une capitale destinée au futur État arabe, et qui puisse décemment supporter la comparaison avec Tel-Aviv.

N'accepterait-on pas que celle-ci puisse s'élever au voisinage de Jaffa, dans les riches terres qui s'étendent au sud de Ramleh, de telle sorte qu'elle puisse maintenir par la mer des communications faciles avec le monde occidental, qui semblent si nécessaires à la civilisation arabe? Rien ne nous paraît en effet plus dangereux ni plus néfaste que de contraindre l'ara-

bisme à s'étioler dans l'atmosphère surchauffée des déserts, pour y enfanter, à l'écart des réalités politiques de notre temps, des rêves chimériques de domination guerrière. Donnez aux Arabes de Palestine une capitale moderne, ordonnée, en liaison facile avec l'Europe, et vous ferez disparaître en même temps ce douloureux « complexe d'infériorité » qui engendre le goût du terrorisme chez un peuple naturellement orgueilleux.

La période de préparation reconnue nécessaire pour transformer la situation présente de Jérusalem, et qui ménagerait à la Palestine une trêve sacrée, serait donc en même temps utilisée pour construire une ville nouvelle selon les principes de l'urbanisme. Si l'Europe occidentale et le judaïsme lui-même consentaient à s'associer à cet effort, le témoignage de notre sympathie à l'égard des nationalistes arabes, formés dans nos écoles, nourris de notre esprit, serait visible à tous les regards. Nous ne pouvons en effet rester indifférents ou même hostiles à l'égard d'une renaissance qui a contribué si longuement à la civilisation du Moyen Age et se souvient encore d'avoir transmis à l'Europe chrétienne les traditions perdues de la science grecque.

La justice comme le respect des traités nous obligent de plus à remplir nos obligations librement contractées à l'égard des pays arabes. Il serait inique, et peut-être dangereux, de les abandonner sans défense à la double pression du sionisme au moment même où la menace turque reparaît sur les confins d'Anatolie et paralyse leur développement.

Cette solution, il est vrai, paraît faire bon marché des intérêts stratégiques de l'Empire; l'aérodrome de Lydda, le port de Caïffa et le pipe-line, la Mer de Galilée, Akaba devraient, dit-on, de toutes manières, rester sous le contrôle de l'Angleterre. Nous ne pouvons croire que la souple diplomatie britannique éprouverait dans cette région d'insurmontables difficultés à sauvegarder ses intérêts essentiels si l'on pense qu'en Irak et en Égypte elle a su, en même temps, créer des nations arabes indépendantes, et maintenir, grâce à l'alliance des forces militaires et aériennes indispensables, la sécurité de la route des Indes. Le caractère international de la négociation, qui délivrerait l'Angleterre d'une lourde responsabilité laisserait subsister, croyons-nous, toutes facilités à la conclusion d'ententes défensives. Les dangers qui menacent l'arabisme ne sont-ils pas trop évidents?

Pourquoi, nous diront les journalistes juifs, trembler ainsi devant l'arabisme? Que l'Europe impose par la force la solution de justice à l'égard d'Israël, et tous s'inclineront. Le nationalisme arabe n'est que paroles et nuages, prétentions et rancunes, alors que les pionniers d'Israël apportent sur cette terre, avec enthousiasme, toutes les forces spirituelles et matérielles de la civilisation moderne. Dans l'intérêt de la paix et dans celui même d'Israël, gardons-nous de prêter l'oreille à ces voix intéressées.

Nous savons que, jusqu'à présent, la force du nationalisme arabe est faite surtout des résistances qu'il a rencontrées, mais l'équité commande de lui accorder le droit à la vie et de lui laisser les années d'expérience qui donneront au monde les preuves de sa force ou de sa faiblesse. En l'aidant à séparer le spirituel du temporel, la religion de la nation, nous rendrons sa tâche plus facile, mais plus impérieuse aussi. Nous limiterons enfin un conflit qui risque demain, grâce à des excitations étrangères qu'aucun scrupule n'arrête, d'enflammer tout l'Islam et, qui rendrait plus précaire encore la vie des Juifs en Orient et au Maghreb[1].

Que serait demain un État juif indépendant, entouré d'un monde hostile, dépourvu, par les conditions de sa naissance même, du prestige de la conquête militaire, si l'appui de l'Empire britannique lui manquait un instant? L'histoire, en Orient plus qu'ailleurs, se répète sans cesse, car les forces du passé s'y conservent inchangées. Pour la sécurité des Juifs ou des armées chrétiennes qui seraient aventurées aux hasards des combats dans ce carrefour du monde, n'oublions pas le sort misérable réservé aux Croisés il y a huit cents ans, lorsqu'ils furent abandonnés par une Europe divisée aux coups des armées de l'Asie commandées par Saladin.

---

1. Depuis que cet article a été écrit, au milieu de juin dernier, les événements ont sensiblement aggravé la situation palestinienne. Tandis que les accords franco-turcs et l'occupation d'Antioche par les troupes kemalistes sont interprétés comme une défaite de l'arabisme, les progrès du terrorisme en Palestine et la propagande étrangère poussent naturellement les Arabes au désespoir.

Dans ces circonstances, une trêve sacrée s'impose toujours davantage à nos yeux, ainsi que la création d'une capitale arabe méditerranéenne, cependant que la création de l'État juif indépendant apparaît comme une initiative plus périlleuse, destinée à favoriser dans tout le monde oriental et en Afrique du Nord le développement de la solidarité anti-juive.

Robert MONTAGNE